

DISSONANCE COGNITIVE ET CONFORMITÉ FISCALE : UN DÉFI POUR LA LÉGITIMITÉ FISCALE

MARIO ALVA MATTEUCCI

La conformité fiscale est l'un des piliers fondamentaux du développement durable de toute nation. Cependant, malgré l'importance que les citoyens reconnaissent au paiement des impôts, une résistance significative persiste, entravant la perception efficace des recettes et, par conséquent, la capacité de l'État à financer des politiques publiques essentielles. Pour comprendre ce phénomène, il est essentiel de se référer à la théorie de la dissonance cognitive, formulée par Leon Festinger en 1957, qui offre une perspective précieuse sur le conflit interne auquel sont confrontés les contribuables.

La dissonance cognitive se manifeste lorsqu'une personne détient des croyances ou des valeurs en conflit avec ses actions. Dans le contexte fiscal, cela se produit lorsqu'un contribuable valorise le bien-être social obtenu grâce au paiement des impôts, mais cherche simultanément à éviter ses obligations fiscales. Cette contradiction génère une tension émotionnelle pouvant se traduire par des justifications ou des comportements évasifs pour réduire l'inconfort interne.

Ce phénomène n'est pas seulement une question individuelle, mais le reflet de la relation complexe entre les citoyens et l'État, médiée par des facteurs psychologiques, économiques, politiques et sociaux. Ainsi, inverser la dissonance cognitive et promouvoir une conformité volontaire nécessite une approche globale et multidisciplinaire.

Premièrement, l'éducation fiscale doit être continue, accessible et claire, de l'école à l'âge adulte. Ce n'est qu'en comprenant comment les impôts contribuent au bien-être collectif que les citoyens pourront aligner leurs croyances sur leurs actions. De plus, la transparence et la reddition de comptes sont indispensables pour renforcer la confiance dans les institutions. La perception de corruption ou de mauvaise utilisation des ressources alimente la méfiance et approfondit la dissonance cognitive.

Par ailleurs, l'économie comportementale offre des outils pratiques pour inciter à la conformité, reconnaissant que les décisions ne reposent pas uniquement sur la logique, mais aussi sur les émotions et les contextes sociaux. Des rappels personnalisés, des messages faisant appel à la responsabilité sociale, des procédures simplifiées et des incitations positives sont des stratégies pouvant transformer l'expérience du contribuable.

Il est tout aussi important de favoriser la participation citoyenne et le dialogue social dans la conception et l'évaluation des politiques fiscales. L'inclusion d'acteurs sociaux diversifiés contribue à la légitimité et à l'acceptation du système fiscal, facilitant la réconciliation entre croyances et comportements.

Enfin, il est crucial que l'État et la société reconnaissent la dissonance cognitive comme un phénomène naturel et traitable. Promouvoir des espaces de réflexion et de mise à jour des croyances erronées, sans stigmatisation, permettra d'avancer vers un changement culturel profond.

Le renforcement institutionnel, avec une technologie adéquate et un personnel formé, complète ce processus, générant de la confiance et facilitant la conformité.

En résumé, le défi de la conformité fiscale va au-delà de l'application de sanctions. Il nécessite de comprendre et de traiter les dimensions psychologiques, sociales,

économiques et politiques influençant le comportement des contribuables. Ce n'est qu'à travers une approche intégrée et soutenue dans le temps que nous pourrons construire un système fiscal légitime, équitable et efficace, permettant à l'État de remplir son rôle de promoteur du bien commun.